

Unité départementale du Rhône
63, avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/09/2023

Contexte et constats

Publication éventuelle sur **GÉORISQUES**

Société OXYANE (ex Terre d'Alliances)
Zone industrielle et portuaire
69400 VILLEFRANCHE-SUR-SAÔNE

Références : UDR-CRT-23-159-HD

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/09/2023 dans l'établissement OXYANE (ex Terre d'Alliances) implanté à Villefranche-sur-Saône. L'inspection a été annoncée le 06/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est éventuellement publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société OXYANE (ex Terre d'Alliances)
Zone industrielle et portuaire
69400 VILLEFRANCHE-SUR-SAÔNE
- Code AIOT dans GUN : 0006103857
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Le site de Villefranche-sur-Saône comprend 3 sociétés distinctes : la société OXYANE, la société Bernard (Silo 4 sans personnel sur site) et la société de gestion indépendante (GEI) conjointe pour la gestion des installations/moyens communs. L'ensemble des installations est exploité par OXYANE.

La société OXYANE (ex Terre d'Alliances) est autorisée à exploiter l'installation par arrêté préfectoral du 06 mai 2013 modifié.

L'inspection a eu lieu durant la campagne de séchage des maïs.

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées. Cette action nationale vise à vérifier le contrôle des rejets atmosphériques des installations classées par le contrôle de la canalisation des effluents, la gestion des installations de traitement des fumées, la réalisation des contrôles réglementaires et le respect des valeurs limites d'émission.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe les types de suites suivants :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « sans suite administrative » incluant des constats de non-conformité et des observations.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Surveillance des rejets	Article 58-III - Arrêté Ministériel du 02/02/1998 Article 3.2.6 - Arrêté préfectoral d'autorisation du 06 mai 2013 modifié		Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Canalisation des émissions	Article 9.2.1 - Arrêté préfectoral d'autorisation du 06 mai 2013 modifié Article 4.1 - Arrêté Ministériel du 02/02/1998		
2	Émissions diffuses	Article 4.1 - Arrêté Ministériel du 02/02/1998 .		
3	Points de prélèvements	Article 50 - Arrêté Ministériel du 02/02/1998		
5	Respect des VLE	Article 3.2.4 et 3.2.5 - Arrêté préfectoral d'autorisation du 06 mai 2013 modifié.		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit respecter les dispositions de l'article 58-III de l'arrêté Ministériel du 02/02/1998 et de l'article 3.2.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 06 mai 2013 modifié.

L'exploitant revoit ainsi la fréquence des contrôles de mesure des émissions dans l'air et met à jour son programme de surveillance des émissions afin d'acter une mesure annuelle des rejets atmosphériques.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Canalisation des émissions

Référence réglementaire : Article 9.2.1 - Arrêté préfectoral d'autorisation du 06 mai 2013 modifié Article 4.1 - Arrêté Ministériel du 02/02/1998
Thème(s) : Actions nationales 2023
Point de contrôle déjà contrôlé : Non
Prescription contrôlée : Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.
Constats : Les émissions de poussières sont canalisées au niveau des infrastructures de transports et d'élévation des céréales et au niveau du séchoir. Il existe ainsi une aspiration commune pour le wagon et le silo 1 et une autre pour la manutention et le silo 4. Il existe également une aspiration centralisée pour effectuer le nettoyage par aspiration des poussières qui se déposent dans les différentes parties des silos. Le point d'émission de l'aspiration centralisée est rejeté à l'intérieur du silo 1 après filtration. Les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage. Les points de rejet des émissions canalisées sont recensés à l'article 9.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 06 mai 2013 modifié. Les points d'émissions sont situés au niveau du séchoir S2, du silo 1 et du silo 4. L'inspection a constaté la présence des points de rejet recensés dans l'arrêté préfectoral sur le terrain.
Type de suites proposées : Sans suites

N°2 : Émissions diffuses

Référence réglementaire : Article 4.1 - Arrêté Ministériel du 02/02/1998 .
Thème(s) : Actions nationales 2023
Point de contrôle déjà contrôlé : Non
Prescription contrôlée : Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de

<p>poussières.</p> <p>Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.</p> <p>Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.</p> <p>Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les infrastructures de transports et d'élévation des céréales sont munies de dispositifs de capotage et d'aspiration. Les stockages de céréales sont confinés dans les différentes cellules des silos.</p> <p>Il n'y a pas de stockage à l'air libre. Seules les fosses de déchargement des camions sont situées sous un bâtiment ouvert. Le poste de chargement wagon est quant à lui couvert et muni d'un dispositif d'aspiration qui se rejette après filtration au niveau du point de rejet du silo 1.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suites</p>

N°3 : Points de prélèvements

<p>Référence réglementaire :</p> <p>Article 50 - Arrêté Ministériel du 02/02/1998</p>
<p>Thème(s) :</p> <p>Actions nationales 2023</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Non</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).</p> <p>Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le positionnement des points de prélèvement avant chaque point de rejet est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Silo 1 : 1 orifice au niveau de la canalisation avant rejet • Silo 4 : 1 orifice au niveau de la canalisation avant rejet • Séchoir S2 : 4 orifices sur 4 axes parallèles au niveau de la passerelle <p>La norme NF EN 15259 est citée dans les documents de références du dernier rapport de contrôle réalisé par le groupe MAPE le 25/11/2021, les dispositions de l'arrêté ci-dessus sont donc réputées respectées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suites</p>

N°4 : Surveillance des rejets

<p>Référence réglementaire :</p> <p>Article 58-III - Arrêté Ministériel du 02/02/1998</p> <p>Article 3.2.6 - Arrêté préfectoral d'autorisation du 06 mai 2013 modifié</p>
<p>Thème(s) :</p> <p>Actions nationales 2023</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Non</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</i> • <i>Une mesure annuelle des rejets atmosphériques est réalisée dans les 15 jours qui suivent la mise en service des activités de séchage. En cas de dépassement des seuils prévus au point 3.2.4 ci-dessus, des actions correctives doivent être apportées sur le système de dépoussiérage (maintenance du système de dépoussiérage). L'inspection des installations classées pour la</i>

protection de l'environnement doit être informée. Une analyse des rejets atmosphériques est réalisée dans les quinze jours suite à la maintenance ou à la réparation du système de dépoussiérage, et le rapport faisant état des résultats d'analyse est transmis à l'inspection sans délai, à réception de ce dernier.

Constats :

Le dernier rapport de contrôle réalisé par le groupe MAPE date du 25/11/2021, il concerne l'ensemble des points de rejet des émissions canalisées. D'après l'exploitant, en 2021 la mise en service des activités de séchage a débuté le 12/10/2021. Le contrôle des rejets atmosphériques de 2021 est donc conforme. Les 2 rapports précédents sont datés de 2017 pour le séchoir 2 et de 2016 pour le séchoir 1. L'inspection constate que l'exploitant ne réalise pas de mesure de ses rejets atmosphériques à une fréquence annuelle.

Demande 1 :

L'exploitant revoit la fréquence des contrôles afin de respecter l'obligation de mesure (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air au moins une fois par an. La mise en service des activités de séchage 2023 ayant débuté mi-septembre, l'exploitant engage la mesure de ses rejets atmosphériques 2023 dans les plus brefs délais.

L'exploitant transmet son programme de surveillance des émissions révisé et le rapport de contrôle 2023 sous 1 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N°5 : Respect des VLE

Référence réglementaire :

Article 3.2.4 et 3.2.5 - Arrêté préfectoral d'autorisation du 06 mai 2013 modifié.

Thème(s) :

Actions nationales 2023

Point de contrôle déjà contrôlé : Non

Prescription contrôlée

3.2.4. Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration...

Conduits	Concentrations instantanées (mgI/Nm ³)
	Poussières
Séchoir.	40
Filtres à poussières	40

3.2.5. Valeurs limites des flux de polluants rejetés

Conduits	Flux (g/h)
Ensemble des installations	Poussières 7220

Constats :

Le dernier rapport de contrôle réalisé par le groupe MAPE date du 25/11/2021 indique que les valeurs limites d'émissions sont respectées.

Type de suites proposées : Sans suites